

**No. 21931**

---

**MULTILATERAL**

**International Convention against the taking of hostages.  
Adopted by the General Assembly of the United  
Nations on 17 December 1979**

*Authentic texts: English, French, Arabic, Chinese, Russian and Spanish.  
Registered ex officio on 3 June 1983.*

---

**MULTILATÉRAL**

**Convention internationale contre la prise d'otages. Adoptée  
par l'Assemblée générale des Nations Unies le 17 dé-  
cembre 1979**

*Textes authentiques : anglais, français, arabe, chinois, russe et espagnol.  
Enregistrée d'office le 3 juin 1983.*

## CONVENTION<sup>1</sup> INTERNATIONALE CONTRE LA PRISE D'OTAGES

Les Etats parties à la présente Convention,

Ayant présents à l'esprit les buts et principes de la Charte des Nations Unies concernant le maintien de la paix et de la sécurité internationales et le développement des relations amicales et de la coopération entre les Etats,

Reconnaissant en particulier que chacun a droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne ainsi qu'il est prévu dans la Déclaration universelle des droits de l'homme<sup>2</sup> et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques<sup>3</sup>,

Réaffirmant le principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes consacré dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies<sup>4</sup>, ainsi que dans les autres résolutions pertinentes de l'Assemblée générale,

Considérant que la prise d'otages est un délit qui préoccupe gravement la communauté internationale et que, conformément aux dispositions de la présente Convention, quiconque commet un acte de prise d'otages doit être poursuivi ou extradé,

Convaincus de la nécessité urgente de développer une coopération internationale entre les Etats en ce qui concerne l'élaboration et l'adoption de mesures efficaces destinées à prévenir, réprimer et punir tous les actes de prise d'otages en tant que manifestations du terrorisme international,

<sup>1</sup> Entrée en vigueur le 3 juin 1983 à l'égard des Etats ci-après, soit le trentième jour suivant la date de dépôt du vingt-deuxième instrument de ratification ou d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, conformément au paragraphe 1 de l'article 18 :

<i>Etat</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion (a)</i>	<i>Etat</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion (a)</i>
Allemagne, République fédérale d <sup>2</sup> . . . . .	15 décembre 1980	Kenya . . . . .	8 décembre 1981 a
(Avec déclaration d'application à Berlin-ouest.)		Avec réserve à l'égard du paragraphe 1 de l'article 16.)	
Bahamas . . . . .	4 juin 1981 a	Lesotho . . . . .	5 novembre 1980
Barbade . . . . .	9 mars 1981 a	Maurice . . . . .	17 octobre 1980
Bhoutan . . . . .	31 août 1981 a	Norvège . . . . .	2 juillet 1981
Chili* . . . . .	12 novembre 1981	Panama . . . . .	19 août 1982
Egypte . . . . .	2 octobre 1981	Philippines . . . . .	14 octobre 1980
El Salvador . . . . .	12 février 1981	République de Corée . . . . .	4 mai 1983 a
(Avec confirmation de la réserve à l'égard du paragraphe 1 de l'article 16 lors de la signature.)		Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	22 décembre 1982
Finlande . . . . .	14 avril 1983	(Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et les territoires sous la souveraineté territoriale du Royaume-Uni.)	
Guatemala . . . . .	11 mars 1983	Suède . . . . .	15 janvier 1981
Honduras . . . . .	1 <sup>er</sup> juin 1981	Suriname . . . . .	5 novembre 1981
Islande . . . . .	6 juillet 1981 a	Trinité-et-Tobago . . . . .	1 <sup>er</sup> avril 1981 a

\* Voir p. 277 pour les textes des déclarations faites lors de la ratification.

<sup>2</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 213, p. 223.

<sup>3</sup> *Ibid.*, vol. 999, p. 171.

<sup>4</sup> Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Supplément n° 28 (A/8028)*, p. 131.

Sont convenus de ce qui suit :

*Article premier.* 1. Commet l'infraction de prise d'otages au sens de la présente Convention, quiconque s'empare d'une personne (ci-après dénommée « otage »), ou la détient et menace de la tuer, de la blesser ou de continuer à la détenir afin de contraindre une tierce partie, à savoir un Etat, une organisation internationale intergouvernementale, une personne physique ou morale ou un groupe de personnes, à accomplir un acte quelconque ou à s'en abstenir en tant que condition explicite ou implicite de la libération de l'otage.

2. Commet également une infraction aux fins de la présente Convention, quiconque :

- a) Tente de commettre un acte de prise d'otages; ou
- b) Se rend complice d'une personne qui commet ou tente de commettre un acte de prise d'otages.

*Article 2.* Tout Etat partie réprime les infractions prévues à l'article premier de peines appropriées qui prennent en considération la nature grave de ces infractions.

*Article 3.* 1. L'Etat partie sur le territoire duquel l'otage est détenu par l'auteur de l'infraction prend toutes mesures qu'il juge appropriées pour améliorer le sort de l'otage, notamment pour assurer sa libération et, au besoin, faciliter son départ après sa libération.

2. Si un objet obtenu par l'auteur de l'infraction du fait de la prise d'otages vient à être détenu par un Etat partie, ce dernier le restitue dès que possible à l'otage ou à la tierce partie visée à l'article premier, selon le cas, ou à leurs autorités appropriées.

*Article 4.* Les Etats parties collaborent à la prévention des infractions prévues à l'article premier, notamment :

- a) En prenant toutes les mesures possibles afin de prévenir la préparation, sur leurs territoires respectifs, de ces infractions destinées à être commises à l'intérieur ou en dehors de leur territoire, y compris des mesures tendant à interdire sur leur territoire les activités illégales des individus, des groupes et des organisations qui encouragent, fomentent, organisent ou commettent des actes de prise d'otages;
- b) En échangeant des renseignements et en coordonnant les mesures administratives et autres à prendre, le cas échéant, afin de prévenir la perpétration de ces infractions.

*Article 5.* 1. Tout Etat partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions prévues à l'article premier, qui sont commises :

- a) Sur son territoire ou à bord d'un navire ou d'un aéronef immatriculé dans ledit Etat;
- b) Par l'un quelconque de ses ressortissants, ou, si cet Etat le juge approprié, par les apatrides qui ont leur résidence habituelle sur son territoire;
- c) Pour le contraindre à accomplir un acte quelconque ou à s'en abstenir; ou
- d) A l'encontre d'un otage qui est ressortissant de cet Etat lorsque ce dernier le juge approprié.

2. De même, tout Etat partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions prévues à l'article premier dans le cas où l'auteur présumé de l'infraction se trouve sur son territoire et où l'Etat ne l'extrade pas vers l'un quelconque des Etats visés au paragraphe 1 du présent article.

3. La présente Convention n'exclut pas une compétence pénale exercée en vertu de la législation interne.

*Article 6.* 1. S'il estime que les circonstances le justifient, tout Etat partie sur le territoire duquel se trouve l'auteur présumé de l'infraction assure, conformément à sa législation, la détention de cette personne ou prend toutes autres mesures nécessaires pour s'assurer de sa personne, pendant le délai nécessaire à l'engagement de poursuites pénales ou d'une procédure d'extradition. Cet Etat partie devra procéder immédiatement à une enquête préliminaire en vue d'établir les faits.

2. La détention ou les autres mesures visées au paragraphe 1 du présent article sont notifiées sans retard directement ou par l'entremise du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies :

- a) A l'Etat où l'infraction a été commise;
- b) A l'Etat qui a fait l'objet de la contrainte ou de la tentative de contrainte;
- c) A l'Etat dont la personne physique ou morale qui a fait l'objet de la contrainte ou de la tentative de contrainte a la nationalité;
- d) A l'Etat dont l'otage a la nationalité ou sur le territoire duquel il a sa résidence habituelle;
- e) A l'Etat dont l'auteur présumé de l'infraction a la nationalité ou, si celui-ci est apatride, à l'Etat sur le territoire duquel il a sa résidence habituelle;
- f) A l'organisation internationale intergouvernementale qui a fait l'objet de la contrainte ou de la tentative de contrainte;
- g) A tous les autres Etats intéressés.

3. Toute personne à l'égard de laquelle sont prises les mesures visées au paragraphe 1 du présent article est en droit :

- a) De communiquer sans retard avec le représentant compétent le plus proche de l'Etat dont elle a la nationalité ou qui est autrement habilité à établir cette communication ou, s'il s'agit d'une personne apatride, de l'Etat sur le territoire duquel elle a sa résidence habituelle;
- b) De recevoir la visite d'un représentant de cet Etat.

4. Les droits visés au paragraphe 3 du présent article doivent s'exercer dans le cadre des lois et règlements de l'Etat sur le territoire duquel se trouve l'auteur présumé de l'infraction, étant entendu toutefois que ces lois et règlements doivent permettre la pleine réalisation des fins pour lesquelles les droits sont accordés en vertu du paragraphe 3 du présent article.

5. Les dispositions des paragraphes 3 et 4 du présent article sont sans préjudice du droit de tout Etat partie, ayant établi sa compétence conformément au paragraphe 1 b) de l'article 5, d'inviter le Comité international de la Croix-Rouge à communiquer avec l'auteur présumé de l'infraction et à lui rendre visite.

6. L'Etat qui procède à l'enquête préliminaire visée au paragraphe 1 du présent article en communique rapidement les conclusions aux Etats ou à l'organisation mentionnée au paragraphe 2 du présent article et leur indique s'il entend exercer sa compétence.

*Article 7.* L'Etat partie dans lequel une action pénale a été engagée contre l'auteur présumé de l'infraction en communique conformément à ses lois le résultat définitif au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en informe les autres Etats intéressés et les organisations internationales intergouvernementales intéressées.

*Article 8.* 1. L'Etat partie sur le territoire duquel l'auteur présumé de l'infraction est découvert, s'il n'extrade pas ce dernier, soumet l'affaire, sans aucune exception, et que l'infraction ait été ou non commise sur son territoire, à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale selon une procédure conforme à la législation de cet Etat. Ces autorités prennent leur décision dans les mêmes conditions que pour toute infraction de droit commun de nature grave conformément aux lois de cet Etat.

2. Toute personne contre laquelle une procédure est engagée en raison d'une des infractions prévues à l'article premier jouit de la garantie d'un traitement équitable à tous les stades de la procédure, y compris la jouissance de tous les droits et garanties prévus par la loi de l'Etat sur le territoire duquel elle se trouve.

*Article 9.* 1. Il ne sera pas fait droit à une demande d'extradition soumise en vertu de la présente Convention au sujet d'un auteur présumé de l'infraction si l'Etat partie requis a des raisons substantielles de croire :

- a) Que la demande d'extradition relative à une infraction prévue à l'article premier a été présentée aux fins de poursuivre ou de punir une personne en considération de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son origine ethnique ou de ses opinions politiques; ou
- b) Que la position de cette personne risque de subir un préjudice :
  - i) Pour l'une quelconque des raisons visées à l'alinéa a du présent paragraphe, ou
  - ii) Pour la raison que les autorités compétentes de l'Etat ayant qualité pour exercer les droits de protection ne peuvent communiquer avec elle.

2. Relativement aux infractions définies dans la présente Convention, les dispositions de tous les traités et arrangements d'extradition applicables entre Etats parties sont modifiées entre ces Etats parties dans la mesure où elles sont incompatibles avec la présente Convention.

*Article 10.* 1. Les infractions prévues à l'article premier sont de plein droit comprises comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition conclu entre Etats parties. Les Etats parties s'engagent à comprendre ces infractions comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition à conclure entre eux.

2. Si un Etat partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité est saisi d'une demande d'extradition par un autre Etat partie avec lequel il n'est pas lié par un traité d'extradition, l'Etat requis a la latitude de considérer la présente Convention comme constituant la base juridique de l'extradition en ce qui concerne les infractions prévues à l'article premier. L'extradition est subordonnée aux autres conditions prévues par le droit de l'Etat requis.

3. Les Etats parties qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent les infractions prévues à l'article premier comme cas d'extradition entre eux dans les conditions prévues par le droit de l'Etat requis.

4. Entre Etats parties, les infractions prévues à l'article premier sont considérées aux fins d'extradition comme ayant été commises tant au lieu de leur perpétration que sur le territoire des Etats tenus d'établir leur compétence en vertu du paragraphe 1 de l'article 5.

*Article 11.* 1. Les Etats parties s'accordent l'entraide judiciaire la plus large possible dans toute procédure pénale relative aux infractions prévues à l'article premier, y compris en ce qui concerne la communication de tous les éléments de preuve dont ils disposent et qui sont nécessaires aux fins de la procédure.

2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article n'affectent pas les obligations relatives à l'entraide judiciaire stipulées dans tout autre traité.

*Article 12.* Dans la mesure où les Conventions de Genève de 1949 pour la protection des victimes de la guerre<sup>1</sup> ou les Protocoles additionnels à ces conventions<sup>2</sup> sont applicables à un acte de prise d'otages particulier, et dans la mesure où les Etats parties à la présente Convention sont tenus, en vertu desdites conventions, de poursuivre ou de livrer l'auteur de la prise d'otages, la présente Convention ne s'applique pas à un acte de prise d'otages commis au cours de conflits armés au sens des Conventions de Genève de 1949 et des Protocoles y relatifs, y compris les conflits armés visés au paragraphe 4 de l'article premier du Protocole additionnel I de 1977, dans lesquels les peuples luttent contre la domination coloniale et l'occupation étrangère et contre les régimes racistes, dans l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, consacré dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies.

*Article 13.* La présente Convention n'est pas applicable lorsque l'infraction est commise sur le territoire d'un seul Etat, que l'otage et l'auteur présumé de l'infraction ont la nationalité de cet Etat et que l'auteur présumé de l'infraction est découvert sur le territoire de cet Etat.

*Article 14.* Rien dans la présente Convention ne peut être interprété comme justifiant la violation de l'intégrité territoriale ou de l'indépendance politique d'un Etat en contravention de la Charte des Nations Unies.

*Article 15.* Les dispositions de la présente Convention n'affecteront pas l'application des traités sur l'asile, en vigueur à la date d'adoption de ladite Convention, en ce qui concerne les Etats qui sont parties à ces traités; mais un Etat partie à la présente Convention ne pourra invoquer ces traités à l'égard d'un autre Etat partie à la présente Convention qui n'est pas partie à ces traités.

*Article 16.* 1. Tout différend entre deux ou plusieurs Etats parties concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui n'est pas réglé par voie de négociation est soumis à l'arbitrage, à la demande de l'un d'entre eux. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage,

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, p. 31, 85, 135 et 287.

<sup>2</sup> *Ibid.*, vol. 1125, p. 3 et 609.

l'une quelconque d'entre elles peut soumettre le différend à la Cour internationale de Justice, en déposant une requête conformément au Statut de la Cour.

2. Tout Etat pourra, au moment où il signera la présente Convention, la ratifiera ou y adhérera, déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions du paragraphe 1 du présent article. Les autres Etats parties ne seront pas liés par lesdites dispositions envers un Etat partie qui aura formulé une telle réserve.

3. Tout Etat partie qui aura formulé une réserve conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

*Article 17.* 1. La présente Convention est ouverte à la signature de tous les Etats, jusqu'au 31 décembre 1980, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York.

2. La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tout Etat. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

*Article 18.* 1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date de dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du vingt-deuxième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats qui ratifieront la Convention ou y adhéreront après le dépôt du vingt-deuxième instrument de ratification ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

*Article 19.* 1. Tout Etat partie peut dénoncer la présente Convention par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle la notification aura été reçue par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

*Article 20.* L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en fera tenir copie certifiée conforme à tous les Etats.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention, qui a été ouverte à la signature à New York le 18 décembre 1979.

In the name of Afghanistan:

Au nom de l'Afghanistan :

باسم افغانستان :

代表阿富汗:

От имени Афганистана:

En nombre del Afganistán:

In the name of Albania:

Au nom de l'Albanie :

باسم البانيا :

代表阿尔巴尼亚:

От имени Албании:

En nombre de Albania:

In the name of Algeria:

Au nom de l'Algérie :

باسم الجزائر :

代表阿尔及利亚:

От имени Алжира:

En nombre de Argelia:

In the name of Angola:

Au nom de l'Angola :

باسم أنغولا :

代表安哥拉:

От имени Анголы:

En nombre de Angola:

In the name of Argentina:

Au nom de l'Argentine :

باسم الأرجنتين :

代表阿根廷:

От имени Аргентины:

En nombre de la Argentina:

In the name of Australia:

Au nom de l'Australie :

باسم استراليا :

代表澳大利亚:

От имени Австралии:

En nombre de Australia:



In the name of Austria:

Au nom de l'Autriche :

: باسم النمسا :

代表奥地利:

От имени Австрии:

En nombre de Austria:

WILLIBALD PAHR  
3-10-1980<sup>1</sup>

In the name of Bahamas:

Au nom des Bahamas :

: باسم البهاما :

代表巴哈马:

От имени Багамских островов:

En nombre de las Bahamas:

In the name of Bahrain:

Au nom de Bahrein :

: باسم البحرين :

代表巴林:

От имени Бахрейна:

En nombre de Bahrein:

In the name of Bangladesh:

Au nom du Bangladesh :

: باسم بنغلاديش :

代表孟加拉国:

От имени Бангладеш:

En nombre de Bangladesh:

In the name of Barbados:

Au nom de la Barbade :

: باسم بربادوس :

代表巴巴多斯:

От имени Барбадоса:

En nombre de Barbados:

<sup>1</sup> 3 October 1980 — 3 octobre 1980.

In the name of Belgium:  
Au nom de la Belgique :  
باسم بلجيكا :

代表比利时：  
От имени Бельгии:  
En nombre de Belgique:

G. ELLIOTT  
3 janvier 1980

In the name of Benin:  
Au nom du Bénin :  
باسم بنين :

代表贝宁：  
От имени Бенина:  
En nombre de Benin:

In the name of Bhutan:  
Au nom du Bhoutan :  
باسم بوتان :

代表不丹：  
От имени Бутана:  
En nombre de Bhután:

In the name of Bolivia:  
Au nom de la Bolivie :  
باسم بوليفيا :

代表玻利维亚：  
От имени Боливии:  
En nombre de Bolivia:

SERGIO PALACIOS DE VIZZIO  
Nueva York, 25 de marzo de 1980<sup>1</sup>

In the name of Botswana:  
Au nom du Botswana :  
باسم بوتسوانا :

代表博茨瓦纳：  
От имени Ботсваны:  
En nombre de Botswana:

<sup>1</sup> New York, 25 March 1980 — New York, 25 mars 1980.

In the name of Brazil:  
Au nom du Brésil :  
باسم البرازيل:

代表巴西：  
От имени Бразилии:  
En nombre del Brasil:

In the name of Bulgaria:  
Au nom de la Bulgarie :  
باسم بلغاريا:

代表保加利亚：  
От имени Болгарии:  
En nombre de Bulgaria:

In the name of Burma:  
Au nom de la Birmanie :  
باسم بورما:

代表缅甸：  
От имени Бирмы:  
En nombre de Birmania:

In the name of Burundi:  
Au nom du Burundi :  
باسم بوروندي :

代表布隆迪：  
От имени Бурунди:  
En nombre de Burundi:

In the name of the Byelorussian Soviet Socialist Republic:  
Au nom de la République socialiste soviétique de Biélorussie :  
باسم جمهورية بيلوروسيا الاشتراكية السوفياتية :

代表白俄罗斯苏维埃社会主义共和国：  
От имени Белорусской Советской Социалистической Республики:  
En nombre de la República Socialista Soviética de Bielorrusia:

In the name of Canada:

Au nom du Canada :

: باسم كندا :

代表加拿大:

От имени Канады:

En nombre del Canadá:

W. H. BARTON

18 February 1980

In the name of Cape Verde:

Au nom du Cap-Vert :

: باسم الرأس الأخضر :

代表佛得角:

От имени Островов Зеленого Мыса:

En nombre de Cabo Verde:

In the name of the Central African Republic:

Au nom de la République centrafricaine :

: باسم جمهورية افريقيا الوسطى :

代表中非共和国:

От имени Центральноафриканской Республики:

En nombre de la República Centrafricana:

In the name of Chad:

Au nom du Tchad :

: باسم تشاد :

代表乍得:

От имени Чада:

En nombre del Chad:

In the name of Chile:

Au nom du Chili :

: باسم شيلي :

代表智利:

От имени Чили:

En nombre de Chile:

ALFREDO CANALES MÁRQUEZ

Jan. 3. 80

In the name of China:

Au nom de la Chine :

باسم الصين:

代表中国:

От имени Китая:

En nombre de China:

In the name of Colombia:

Au nom de la Colombie :

باسم كولومبيا:

代表哥伦比亚:

От имени Колумбии:

En nombre de Colombia:

In the name of the Comoros:

Au nom des Comores :

باسم كوموروس:

代表科摩罗:

От имени Коморских островов:

En nombre de las Comoras:

In the name of the Congo:

Au nom du Congo :

باسم الكونغو:

代表刚果:

От имени Конго:

En nombre del Congo:

In the name of Costa Rica:

Au nom du Costa Rica :

باسم كوستاريكا:

代表哥斯达黎加:

От имени Коста-Рики:

En nombre de Costa Rica:

In the name of Cuba:

Au nom de Cuba :

باسم كوبا:

代表古巴:

От имени Кубы:

En nombre de Cuba:

In the name of Cyprus:

Au nom de Chypre :

باسم قبرص :

代表塞浦路斯:

От имени Кипра:

En nombre de Chipre:

In the name of Czechoslovakia:

Au nom de la Tchécoslovaquie :

باسم تشيكوسلوفاكيا :

代表捷克斯洛伐克:

От имени Чехословакии:

En nombre de Checoslovaquia:

In the name of Democratic Kampuchea:

Au nom du Kampuchea démocratique :

باسم كمبوتشيا الديمقراطية :

代表民主柬埔寨:

От имени Демократической Кампучии:

En nombre de Kampuchea Democrática:

In the name of the Democratic People's Republic of Korea:

Au nom de la République populaire démocratique de Corée :

باسم جمهورية كوريا الشعبية الديمقراطية :

代表朝鲜民主主义人民共和国:

От имени Корейской Народно-Демократической Республики:

En nombre de la República Popular Democrática de Corea:

In the name of Democratic Yemen:

Au nom du Yémen démocratique :

باسم اليمن الديمقراطية :

代表民主也门:

От имени Демократического Йемена:

En nombre del Yemen Democrático:

In the name of Denmark:

Au nom du Danemark :

باسم الدانمرك :

代表丹麦:

От имени Дании:

En nombre de Dinamarca:

In the name of Djibouti:

Au nom de Djibouti :

باسم جيبوتي :

代表吉布提:

От имени Джибути:

En nombre de Djibouti:

In the name of Dominica:

Au nom de la Dominique :

باسم دومينيكا :

代表多米尼加 :

От имени Доминики:

En nombre de Dominica:

In the name of the Dominican Republic:

Au nom de la République Dominicaine :

باسم الجمهورية الدومينيكية :

代表多米尼加共和国 :

От имени Доминиканской Республики:

En nombre de la República Dominicana:

R. MOLINA MORILLO

August 12, 1980

In the name of Ecuador:

Au nom de l'Equateur :

باسم الكسوادور :

代表厄瓜多尔 :

От имени Эквадора:

En nombre del Ecuador:

In the name of Egypt:

Au nom de l'Egypte :

باسم مصر :

代表埃及:

От имени Египта:

En nombre de Egipto:

ESMAT ABDEL MEGUID

18th December 1980

In the name of El Salvador:

Au nom d'El Salvador :

باسم السلفادور :

代表萨尔瓦多:

От имени Сальвадора:

En nombre de El Salvador:

M. ROSALES RIVERA

Junio 10 de 1980<sup>1</sup>

In the name of Equatorial Guinea:

Au nom de la Guinée équatoriale :

باسم غينيا الاستوائية :

代表赤道几内亚:

От имени Экваториальной Гвинеи:

En nombre de Guinée Ecuatorial:

In the name of Ethiopia:

Au nom de l'Ethiopie :

باسم اثيوبيا :

代表埃塞俄比亚:

От имени Эфиопии:

En nombre de Etiopía:

In the name of Fiji:

Au nom de Fidji :

باسم فيجي :

代表斐济:

От имени Фиджи:

En nombre de Fiji:

In the name of Finland:

Au nom de la Finlande :

باسم فنلندا :

代表芬兰:

От имени Финляндии:

En nombre de Finlandia:

ILKA PASTINEN

Oct. 29th 1980

<sup>1</sup> 10 June 1980 — 10 juin 1980.



In the name of France:

Au nom de la France :

: باسم فرنسا :

代表法国 :

От имени Франции:

En nombre de Francia:

In the name of Gabon:

Au nom du Gabon :

: باسم غابون :

代表加蓬 :

От имени Габона:

En nombre del Gabón:

LÉON NDONG

Le 29 février 1980

In the name of the Gambia:

Au nom de la Gambie :

: باسم غامبيا :

代表冈比亚 :

От имени Гамбии:

En nombre de Gambia:

In the name of the German Democratic Republic:

Au nom de la République démocratique allemande :

: باسم الجمهورية الديمقراطية الألمانية :

代表德意志民主共和国 :

От имени Германской Демократической Республики:

En nombre de la República Democrática Alemana:

In the name of the Federal Republic of Germany:

Au nom de la République fédérale d'Allemagne :

: باسم جمهورية ألمانيا الاتحادية :

代表德意志联邦共和国 :

От имени Федеративной Республики Германии:

En nombre de la República Federal de Alemania:

RÜDIGER FREIHERR VON WECHMAR

In the name of Ghana:

Au nom du Ghana :

: باسم غانا

代表加纳:

От имени Ганы:

En nombre de Ghana:

In the name of Greece:

Au nom de la Grèce :

: باسم اليونان

代表希腊:

От имени Греции:

En nombre de Grecia:

NICOLAS KATAPODIS

18 mars 1980

In the name of Grenada:

Au nom de la Grenade :

: باسم غرينادا

代表格林纳达:

От имени Гренады:

En nombre de Granada:

In the name of Guatemala:

Au nom du Guatemala :

: باسم غواتيمالا

代表危地马拉:

От имени Гватемалы:

En nombre de Guatemala:

EDUARDO CASTILLO ARRIOLA

April 30, 1980

In the name of Guinea:

Au nom de la Guinée :

: باسم غينيا

代表几内亚:

От имени Гвинеи:

En nombre de Guinea:

In the name of Guinea-Bissau:  
 Au nom de la Guinée-Bissau :  
 باسم غينيا — بيسسائو :

代表几内亚比绍：  
 От имени Гвинеи-Бисау:  
 En nombre de Guinée-Bissau:

In the name of Guyana:  
 Au nom de la Guyane :  
 باسم غيانا :

代表圭亚那：  
 От имени Гвианы:  
 En nombre de Guyana:

In the name of Haiti:  
 Au nom d'Haïti :  
 باسم هاييتي :

代表海地：  
 От имени Гаити:  
 En nombre de Haïti:

GEORGES COLIMON  
 21 avril 1980

In the name of the Holy See:  
 Au nom du Saint-Siège :  
 باسم الكرسي الرسولي :

代表教廷：  
 От имени Святейшего престола:  
 En nombre de la Santa Sede:

In the name of Honduras:  
 Au nom du Honduras :  
 باسم هندوراس :

代表洪都拉斯：  
 От имени Гондураса:  
 En nombre de Honduras:

MARIO CARIAS ZAPATA  
 11 Junio 1980<sup>1</sup>

<sup>1</sup> 11 June 1980 — 11 juin 1980.

In the name of Hungary:

Au nom de la Hongrie :

باسم هنغاريا :

代表匈牙利:

От имени Венгрии:

En nombre de Hungría:

In the name of Iceland:

Au nom de l'Islande :

باسم ايسلندا :

代表冰岛:

От имени Исландии:

En nombre de Islandia:

In the name of India:

Au nom de l'Inde :

باسم الهند :

代表印度:

От имени Индии:

En nombre de la India:

In the name of Indonesia:

Au nom de l'Indonésie :

باسم اندونيسيا :

代表印度尼西亚:

От имени Индонезии:

En nombre de Indonesia:

In the name of Iran:

Au nom de l'Iran :

باسم ايران :

代表伊朗:

От имени Ирана:

En nombre del Irán:

In the name of Iraq:

Au nom de l'Iraq :

: باسم العراق

代表伊拉克:

От имени Ирака:

En nombre del Iraq:

SALAH OMAR AL-ALI

14 October 1980 — 14 octobre 1980

In the name of Ireland:

Au nom de l'Irlande :

: باسم ايرلندا

代表爱尔兰:

От имени Ирландии:

En nombre de Irlanda:

In the name of Israel:

Au nom d'Israël :

: باسم اسرائيل

代表以色列:

От имени Израиля:

En nombre de Israel:

YEHUDA Z. BLUM

19 November 1980

In the name of Italy:

Au nom de l'Italie :

: باسم ايطاليا

代表意大利:

От имени Италии:

En nombre de Italia:

UMBERTO LA ROCCA

18 avril 1980

In the name of the Ivory Coast:

Au nom de la Côte d'Ivoire :

: باسم ساحل العاج

代表象牙海岸:

От имени Берега Слоновой Кости:

En nombre de la Costa de Marfil:

In the name of Jamaica:  
Au nom de la Jamaïque :  
باسم جامايكا :

代表牙买加：  
От имени Ямайки:  
En nombre de Jamaïca:

D. O. MILLS  
22 Feb. 1980

In the name of Japan:  
Au nom du Japon :  
باسم اليابان :

代表日本：  
От имени Японии:  
En nombre del Japón:

MASAHIRO NISIBORI  
December 22, 1980

In the name of Jordan:  
Au nom de la Jordanie :  
باسم الأردن :

代表约旦：  
От имени Иордании:  
En nombre de Jordania:

In the name of Kenya:  
Au nom du Kenya :  
باسم كينيا :

代表肯尼亚：  
От имени Кении:  
En nombre de Kenya:

In the name of Kuwait:  
Au nom du Koweït :  
باسم الكويت :

代表科威特：  
От имени Кувейта:  
En nombre de Kuwait:

In the name of the Lao People's Democratic Republic:  
 Au nom de la République démocratique populaire lao :  
 باسم جمهورية لاو الديمقراطية الشعبية :

代表老挝人民民主共和国 :

От имени Лаосской Народно-Демократической Республики:  
 En nombre de la República Democrática Popular Lao:

In the name of Lebanon:  
 Au nom du Liban :  
 باسم لبنان :

代表黎巴嫩 :

От имени Ливана:

En nombre del Líbano:

In the name of Lesotho:  
 Au nom du Lesotho :  
 باسم ليسوتو :

代表莱索托 :

От имени Лесото:

En nombre de Lesotho:

T. МАКЕКА  
 17 April 1980

In the name of Liberia:  
 Au nom du Libéria :  
 باسم ليجيريا :

代表利比里亚 :

От имени Либерии:

En nombre de Liberia:

WINSTON A. TUBMAN  
 30 Jan. 1980

In the name of the Libyan Arab Jamahiriya:  
 Au nom de la Jamahiriya arabe libyenne :  
 باسم الجماهيرية العربية الليبية :

代表阿拉伯利比亚民众国 :

От имени Ливийской Арабской Джамахирии:

En nombre de la Jamahiriya Arabe Libia:

In the name of Liechtenstein:

Au nom du Liechtenstein :

: باسم لختنشتاین :

代表列支敦士登:

От имени Лихтенштейна:

En nombre de Liechtenstein:

In the name of Luxembourg:

Au nom du Luxembourg :

: باسم لكسمبرغ :

代表卢森堡:

От имени Люксембурга:

En nombre de Luxemburgo:

PAUL PETERS

In the name of Madagascar:

Au nom de Madagascar :

: باسم مدغشقر :

代表马达加斯加:

От имени Мадагаскара:

En nombre de Madagascar:

In the name of Malawi:

Au nom du Malawi :

: باسم ملاوی :

代表马拉维:

От имени Малави:

En nombre de Malawi:

In the name of Malaysia:

Au nom de la Malaisie :

: باسم ماليزيا :

代表马来西亚:

От имени Малайзии:

En nombre de Malasia:



In the name of the Maldives:

Au nom des Maldives :

: باسم ملديف:

代表马尔代夫:

От имени Мальдивов:

En nombre de Maldivas:

In the name of Mali:

Au nom du Mali :

: باسم مالي:

代表马里:

От имени Мали:

En nombre de Malí:

In the name of Malta:

Au nom de Malte :

: باسم مالطة:

代表马耳他:

От имени Мальты:

En nombre de Malta:

In the name of Mauritania:

Au nom de la Mauritanie :

: باسم موريتانيا:

代表毛里塔尼亚:

От имени Мавритании:

En nombre de Mauritanía:

In the name of Mauritius:

Au nom de Maurice :

: باسم موريشيوس:

代表毛里求斯:

От имени Маврикия:

En nombre de Mauricio:

RADHA KRISHNA RAMPHUL  
June 18th 1980

In the name of Mexico:  
Au nom du Mexique :  
باسم المكسيك :

代表墨西哥:  
От имени Мексики:  
En nombre de México:

In the name of Monaco:  
Au nom de Monaco :  
باسم موناكو:

代表摩纳哥:  
От имени Монако:  
En nombre de Mónaco:

In the name of Mongolia:  
Au nom de la Mongolie :  
باسم منغوليا :

代表蒙古:  
От имени Монголии:  
En nombre de Mongolia:

In the name of Morocco:  
Au nom du Maroc :  
باسم المغرب:

代表摩洛哥:  
От имени Марокко:  
En nombre de Marruecos:

In the name of Mozambique:  
Au nom du Mozambique :  
باسم موزامبيق :

代表莫桑比克:  
От имени Мозамбика:  
En nombre de Mozambique:

In the name of Nauru:  
Au nom de Nauru:  
باسم ناورو :

代表瑙鲁:  
От имени Науру:  
En nombre de Nauru:

In the name of Nepal:

Au nom du Népal :

: باسم नेपाल :

代表尼泊尔 :

От имени Непала:

En nombre de Nepal:

In the name of the Netherlands:

Au nom des Pays-Bas :

: باسم هولندا :

代表荷兰 :

От имени Нидерландов:

En nombre de los Países Bajos:

HUGO SCHELTEMA

December 18, 1980

In the name of New Zealand:

Au nom de la Nouvelle-Zélande :

: باسم نيوزيلندا :

代表新西兰 :

От имени Новой Зеландии:

En nombre de Nueva Zelandia:

H. H. FRANCIS

24 December 1980

In the name of Nicaragua:

Au nom du Nicaragua :

: باسم نيكاراغوا :

代表尼加拉瓜 :

От имени Никарагуа:

En nombre de Nicaragua:

In the name of the Niger:

Au nom du Niger :

: باسم النيجر :

代表尼日尔 :

От имени Нигера:

En nombre del Niger:

In the name of Nigeria:

Au nom du Nigéria :

: باسم نيجيريا

代表尼日利亚

От имени Нигерии:

En nombre de Nigeria:

In the name of Norway:

Au nom de la Norvège :

: باسم النرويج

代表挪威:

От имени Норвегии:

En nombre de Noruega:

OLE ÅLGÅRD

18 December 1980

In the name of Oman:

Au nom de l'Oman :

: باسم عمان

代表阿曼:

От имени Омана:

En nombre de Omán:

In the name of Pakistan:

Au nom du Pakistan :

: باسم باكستان

代表巴基斯坦:

От имени Пакистана:

En nombre del Pakistán:

In the name of Panama:

Au nom du Panama :

: باسم بنما

代表巴拿马:

От имени Панамы:

En nombre de Panamá:

J. ILLUECA

January 24, 1980

In the name of Papua New Guinea:  
Au nom de la Papouasie-Nouvelle-Guinée :  
باسم بابوا غينيا الجديدة:

代表巴布亚新几内亚:  
От имени Папуа-Новой Гвинеи:  
En nombre de Papua Nueva Guinea:

In the name of Paraguay:  
Au nom du Paraguay :  
باسم باراغواى:

代表巴拉圭:  
От имени Парагвая:  
En nombre del Paraguay:

In the name of Peru:  
Au nom du Pérou :  
باسم بيرو:

代表秘鲁:  
От имени Перу:  
En nombre del Perú:

In the name of the Philippines:  
Au nom des Philippines :  
باسم الفلبين:

代表菲律宾:  
От имени Филиппин:  
En nombre de Filipinas:

ALEJANDRA D. YANGO  
2 May 1980

In the name of Poland:  
Au nom de la Pologne :  
باسم بولندا:

代表波兰:  
От имени Польши:  
En nombre de Polonia:

In the name of Portugal:

Au nom du Portugal :

باسم البرتغال:

代表葡萄牙:

От имени Португалии:

En nombre de Portugal:

VASCO FUTSCHER PEREIRA

16 juin 1980

In the name of Qatar:

Au nom du Qatar :

باسم قطر :

代表卡塔尔:

От имени Катара:

En nombre de Qatar:

In the name of the Republic of Korea:

Au nom de la République de Corée :

باسم جمهورية كوريا :

代表大韩民国:

От имени Корейской Республики:

En nombre de la República de Corea:

In the name of Romania:

Au nom de la Roumanie :

باسم رومانيا :

代表罗马尼亚:

От имени Румынии:

En nombre de Rumania:

In the name of Rwanda:

Au nom du Rwanda :

باسم رواندا :

代表卢旺达:

От имени Руанды:

En nombre de Rwanda:

In the name of Saint Lucia:

Au nom de Sainte-Lucie :

: باسم سانت لوسيا

代表圣卢西亚:

От имени Сент-Люсии:

En nombre de Santa Lucía:

In the name of Samoa:

Au nom du Samoa :

: باسم ساموا

代表萨摩亚:

От имени Самоа:

En nombre de Samoa:

In the name of San Marino:

Au nom de Saint-Marin :

: باسم سان مارينو

代表圣马力诺:

От имени Сан-Марино:

En nombre de San Marino:

In the name of Sao Tome and Principe:

Au nom de Sao Tomé-et-Príncipe :

: باسم سان تومي وبرينسيبي

代表圣多美和普林西比:

От имени Сан-Томе и Принсипи:

En nombre de Santo Tomé y Príncipe:

In the name of Saudi Arabia:

Au nom de l'Arabie Saoudite :

: باسم المملكة العربية السعودية

代表沙特阿拉伯:

От имени Саудовской Аравии:

En nombre de Arabia Saudita:

In the name of Senegal:

Au nom du Sénégal :

: باسم السنغال

代表塞内加尔:

От имени Сенегала:

En nombre del Senegal:

FALILOU KANE

2 juin 1980

In the name of Seychelles:

Au nom des Seychelles :

: باسم سيشيل

代表塞舌尔:

От имени Сейшельских островов:

En nombre de Seychelles:

In the name of Sierra Leone:

Au nom de la Sierra Leone :

: باسم سيراليون

代表塞拉勒窝内:

От имени Сьерра-Леоне:

En nombre de Sierra Leona:

In the name of Singapore:

Au nom de Singapour :

: باسم سنغافوره

代表新加坡:

От имени Сингапура:

En nombre de Singapur:

In the name of Solomon Islands:

Au nom des Iles Salomon :

: باسم جزر سليمان

代表所罗门群岛:

От имени Соломоновых Островов:

En nombre de las Islas Salomón:



In the name of Somalia:

Au nom de la Somalie :

: باسم الصومال

代表索马里:

От имени Сомали:

En nombre de Somalia:

In the name of South Africa:

Au nom de l'Afrique du Sud :

: باسم افريقيا الجنوبية

代表南非:

От имени Южной Африки:

En nombre de Sudáfrica:

In the name of Spain:

Au nom de l'Espagne :

: باسم اسبانيا

代表西班牙:

От имени Испании:

En nombre de España:

In the name of Sri Lanka:

Au nom de Sri Lanka :

: باسم سرى لانكا

代表斯里兰卡:

От имени Шри Ланки:

En nombre de Sri Lanka:

In the name of the Sudan:

Au nom du Soudan :

: باسم السودان

代表苏丹:

От имени Судана:

En nombre del Sudán:

In the name of Suriname:

Au nom du Suriname :

: باسم سورينام

代表苏里南:

От имени Суринама:

En nombre de Suriname:

H. A. F. HEIDWEILLER

July 30, 1980

In the name of Swaziland:

Au nom du Swaziland :

: باسم سوازیلند

代表斯威士兰:

От имени Свазиленда:

En nombre de Swazilandia:

In the name of Sweden:

Au nom de la Suède :

: باسم السويد

代表瑞典:

От имени Швеции:

En nombre de Suecia:

ANDERS THUNBORG

Febr. 25, 1980

In the name of Switzerland:

Au nom de la Suisse :

: باسم سويسرا

代表瑞士:

От имени Швейцарии:

En nombre de Suiza:

SIGISMOND MARCUARD

Le 18 juillet 1980

In the name of the Syrian Arab Republic:

Au nom de la République arabe syrienne :

: باسم الجمهورية العربية السورية

代表阿拉伯叙利亚共和国:

От имени Сирийской Арабской Республики:

En nombre de la República Árabe Siria:

In the name of Thailand:  
Au nom de la Thaïlande :  
باسم تايلاند :

代表泰国：  
От имени Таиланда:  
En nombre de Tailandia:

In the name of Togo:  
Au nom du Togo :  
باسم توغو :

代表多哥：  
От имени Того:  
En nombre del Togo:

Y. KPOSTSRA  
8 juillet 1980

In the name of Tonga:  
Au nom des Tonga :  
باسم تونغا :

代表汤加：  
От имени Тонга:  
En nombre de Tonga:

In the name of Trinidad and Tobago:  
Au nom de la Trinité-et-Tobago :  
باسم ترينيداد وتوباغو :

代表特立尼达和多巴哥：  
От имени Тринидада и Тобаго:  
En nombre de Trinidad y Tabago :

In the name of Tunisia:  
Au nom de la Tunisie :  
باسم تونس :

代表突尼斯：  
От имени Туниса:  
En nombre de Túnez:

In the name of Turkey:  
 Au nom de la Turquie :  
 باسم تركيا :

代表土耳其:  
 От имени Турции:  
 En nombre de Turquía:

In the name of Uganda:  
 Au nom de l'Ouganda :  
 باسم أوغندا :

代表乌干达:  
 От имени Уганды:  
 En nombre de Uganda:

OLARA OTUNNU  
 November 10, 1980

In the name of the Ukrainian Soviet Socialist Republic:  
 Au nom de la République socialiste soviétique d'Ukraine :  
 باسم جمهورية أوكرانيا الاشتراكية السوفياتية :

代表乌克兰苏维埃社会主义共和国:  
 От имени Украинской Советской Социалистической Республики:  
 En nombre de la República Socialista Soviética de Ucrania:

In the name of the Union of Soviet Socialist Republics:  
 Au nom de l'Union des Républiques socialistes soviétiques :  
 باسم اتحاد الجمهوريات الاشتراكية السوفياتية :

代表苏维埃社会主义共和国联盟:  
 От имени Союза Советских Социалистических Республик:  
 En nombre de la Unión de Repúblicas Socialistas Soviéticas:

In the name of the United Arab Emirates:  
 Au nom des Emirats arabes unis :  
 باسم الامارات العربية المتحدة :

代表阿拉伯联合酋长国:  
 От имени Объединенных Арабских Эмиратов:  
 En nombre de los Emiratos Arabes Unidos:

In the name of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

Au nom du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

باسم المملكة المتحدة لبريطانيا العظمى وايرلندا الشمالية :

代表大不列颠及北爱尔兰联合王国:

От имени Соединенного Королевства Великобритании и Северной Ирландии:

En nombre del Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte:

A. PARSONS

In the name of the United Republic of Cameroon:

Au nom de la République-Unie du Cameroun :

باسم جمهورية الكاميرون المتحدة :

代表喀麦隆联合共和国:

От имени Объединенной Республики Камерун:

En nombre de la República Unida del Camerún:

In the name of the United Republic of Tanzania:

Au nom de la République-Unie de Tanzanie :

باسم جمهورية تنزانيا المتحدة :

代表坦桑尼亚联合共和国:

От имени Объединенной Республики Танзании:

En nombre de la República Unida de Tanzania:

In the name of the United States of America:

Au nom des Etats-Unis d'Amérique :

باسم الولايات المتحدة الأمريكية :

代表美利坚合众国:

От имени Соединенных Штатов Америки:

En nombre de los Estados Unidos de América:

DONALD F. MCHENRY

Dec. 21, 1979

In the name of the Upper Volta:

Au nom de la Haute-Volta :

باسم فولتا العليا :

代表上沃尔特:

От имени Верхней Вольты:

En nombre del Alto Volta:

In the name of Uruguay:  
 Au nom de l'Uruguay :  
 باسم أوروغواي :

代表乌拉圭:  
 От имени Уругвая:  
 En nombre del Uruguay:

In the name of Venezuela:  
 Au nom du Venezuela :  
 باسم فنزويلا :

代表委内瑞拉:  
 От имени Венесуэлы:  
 En nombre de Venezuela:

In the name of Viet Nam:  
 Au nom du Viet Nam :  
 باسم فيت نام :

代表越南:  
 От имени Вьетнама:  
 En nombre de Viet Nam:

In the name of Yemen:  
 Au nom du Yémen :  
 باسم اليمن :

代表也门:  
 От имени Йемена:  
 En nombre del Yemen:

In the name of Yugoslavia:  
 Au nom de la Yougoslavie :  
 باسم يوغوسلا فيا :

代表南斯拉夫:  
 От имени Югославии:  
 En nombre de Yugoslavia:

MILJAN KOMATINA  
 29.12.1980

With the reservation with regard to Article 9.<sup>1, 2</sup>

<sup>1</sup> Avec réserve à l'égard de l'article 9.

<sup>2</sup> See p. 276 for the texts of the reservations and declarations made upon signature. — Voir p. 276 pour les textes des réserves et déclarations faites lors de la signature.

In the name of Zaire:

Au nom du Zaïre :

: باسم زائير :

代表扎伊尔 :

От имени Заира:

En nombre del Zaïre:

KAMANDA WA KAMANDA

2 juillet 1980

In the name of Zambia:

Au nom de la Zambie :

: باسم زامبيا :

代表赞比亚 :

От имени Замбии:

En nombre de Zambia:

## RESERVATIONS AND DECLARATIONS MADE UPON SIGNATURE

## RÉSERVES ET DÉCLARATIONS FAITES LORS DE LA SIGNATURE

*EL SALVADOR**EL SALVADOR*

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

“Con la reserva a que se refiere el inciso 2 del artículo 16 de la mencionada Convención.”

[TRANSLATION]

[TRADUCTION]

With the reservation permitted under article 16 (2) of the said Convention.

Avec la réserve autorisée aux termes du paragraphe 2 de l'article 16 de la Convention.

*ISRAEL**ISRAËL*

[TRADUCTION — TRANSLATION]

“1) It is the understanding of Israel that the Convention implements the principle that hostage-taking is prohibited in all circumstances and that any person committing such an act shall be either prosecuted or extradited pursuant to article 8 of this Convention or the relevant provisions of the Geneva Conventions of 1949 or their additional Protocols, without any exception whatsoever.”

1) Il est entendu par Israël que la Convention applique le principe suivant : la prise d'otages est interdite en toutes circonstances et toute personne qui commet un acte de cette nature sera poursuivie ou extradée en application de l'article 8 de la Convention ou des dispositions pertinentes des Conventions de Genève de 1949 ou de leurs Protocoles additionnels, et ce, sans exception aucune.

“2) The Government of Israel declares that it reserves the right, when depositing the instrument of ratification, to make reservations and additional declarations and understandings.”

2) Le Gouvernement israélien déclare qu'il se réserve le droit d'émettre des réserves et de formuler d'autres déclarations et précisions lorsqu'il déposera l'instrument de ratification.

*ITALY**ITALIE*

[TRANSLATION — TRADUCTION]

The Italian Government declares that, because of the differing interpretations to which certain formulations in the text lend themselves, Italy reserves the right, when depositing the instrument of ratification, to invoke article 19

« Le Gouvernement italien déclare que, en raison des différentes interprétations auxquelles se prêtent certaines formulations du texte, l'Italie se réserve la faculté de se prévaloir, au moment du dépôt de l'instrument de ratification, de



of the Vienna Convention on the Law of Treaties of 23 May 1969<sup>1</sup> in conformity with the general principles of international law.

l'article 19 de la Convention de Vienne sur le droit des traités du 23 mai 1969<sup>1</sup>, sur la base des principes généraux du droit international. »

### YUGOSLAVIA

### YUGOSLAVIE

[TRANSDUCTION — TRANSLATION]

“With the reservation with regard to article 9, subject to subsequent approval pursuant to the constitutional provisions in force in the Socialist Federal Republic of Yugoslavia.”

Avec réserve relative à l'article 9, sujette à l'approbation ultérieure conformément aux dispositions constitutionnelles en vigueur dans la République fédérative socialiste de Yougoslavie.

### DECLARATIONS MADE UPON RATIFICATION

### DÉCLARATIONS FAITES LORS DE LA RATIFICATION

### CHILE

### CHILI

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

“La Honorable Junta de Gobierno de la República [ha] prestado su aprobación a esta Convención con una declaración que expresa que dicha aprobación se otorga en el entendido de que la citada Convención prohíbe la toma de rehenes en cualquier circunstancia, aún en aquéllas a que se refiere el artículo 12.”

[TRANSLATION]

[TRANSDUCTION]

The Government of the Republic [of Chile], having approved this Convention, states that such approval is given on the understanding that the aforesaid Convention prohibits the taking of hostages in any circumstances, even those referred to in article 12.

Le Gouvernement de la République [du Chili], ayant approuvé cette Convention, précise qu'il est entendu que la Convention interdit la prise d'otages en toutes circonstances, y compris celles visées à l'article 12.

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 1155, p. 331.

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1155, p. 331.

FEDERAL REPUBLIC  
OF GERMANY<sup>1</sup>

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE  
D'ALLEMAGNE<sup>1</sup>

[GERMAN TEXT — TEXTE ALLEMAND]

“[dass] das Übereinkommen mit Wirkung von dem Tage, an dem es für die Bundesrepublik Deutschland in Kraft treten wird, auch für Berlin (West) gilt, vorbehaltlich der alliierten Rechte, Verantwortlichkeiten und Gesetzgebung.”

[TRANSLATION]

“. . . the said Convention shall also apply to Berlin (West) with effect from the date on which it enters into force for the Federal Republic of Germany, subject to the Allied rights, responsibilities and legislation.”

[TRADUCTION]

. . . ladite Convention s'appliquera également à Berlin-Ouest avec effet à compter de la date de son entrée en vigueur à l'égard de la République fédérale d'Allemagne, sous réserve des droits, responsabilités et législation des Alliés.

<sup>1</sup> With regard to the above declaration, the Secretary-General received, on 9 November 1981, from the Government of the Union of Soviet Socialist Republics the following communication:

<sup>1</sup> A l'égard de la déclaration susmentionnée, le Secrétaire général a reçu, le 9 novembre 1981, du Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques la communication suivante :

[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

Сделанные правительством Федеративной Республики Германии при сдаче ратификационных грамот заявления о распространении указанных конвенций на Берлин (Западный) несовместимы с Четырехсторонним соглашением от 3 сентября 1971 года. Оно, как известно, не предоставляет ФРГ права распространять на Западный Берлин международные соглашения, затрагивающие вопросы безопасности и статуса. Упомянутые конвенции относятся именно к такого рода соглашениям.

В Конвенции 1979 года содержатся положения об установлении уголовной юрисдикции в отношении преступлений захвата заложников, совершенных на территории государств-участников или на борту зарегистрированных в них морских или воздушных судов, а также положения, касающиеся выдачи и судебного преследования преступников. Таким образом, обе Конвенции касаются суверенных прав и обязанностей, которые не могут осуществляться государством на территории, не находящейся под его юрисдикцией.

Учитывая изложенное, советская сторона рассматривает сделанные Федеративной Республикой Германии заявления о распространении действия Конвенции о привилегиях и иммунитетах Объединенных Наций и Международной конвенции о борьбе с захватом заложников на Западный Берлин как неправомерные и не имеющие юридической силы.

[TRANSLATION]

The declaration made by the Government of the Federal Republic of Germany when depositing the instrument of ratification, to the effect that the said Convention shall extend to Berlin (West), is incompatible with the Quadripartite Agreement of 3 September 1971.\* That Agreement, as is generally known, does not grant the Federal Republic of Germany the right to extend to West Berlin international agreements which affect matters of

[TRADUCTION]

La déclaration faite par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne lors de la remise de l'instrument de ratification, sur l'extension de la Convention susmentionnée à Berlin-Ouest, est incompatible avec l'Accord quadripartite du 3 décembre 1971\*. Cet accord, comme on le sait, ne confère pas à la République fédérale d'Allemagne le droit d'étendre à Berlin-Ouest les accords internationaux ayant trait à des questions de

\* United Nations, *Treaty Series*, vol. 880, p. 115.

\* Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 880, p. 115.

(Continued on page 279)

(Suite à la page 279)

(Footnote 1 continued from page 278)

security and status. The above-mentioned Convention belongs precisely to that category of agreement.

The 1979 Convention contains provisions on the establishment of criminal jurisdiction over hostage-taking offences committed in the territories of States parties or on board a ship or aircraft registered in those States, as well as provisions relating to extradition of and court proceedings against offenders. Thus, the Convention concerns sovereign rights and obligations which cannot be exercised by a State in a territory which does not come under its jurisdiction.

In view of the foregoing, the Soviet Union considers the declaration made by the Federal Republic of Germany on extending the application of the International Convention against the Taking of Hostages to Berlin (West) to be illegal and to have no legal force.

Subsequently, on 4 June 1982, the Secretary-General of the United Nations received the following communications from the Governments of France, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the United States of America:

"In a communication to the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, which is an integral part (annex IV A) of the Quadripartite Agreement of 3 September 1971, the Governments of France, the United Kingdom and the United States confirmed that, provided that matters of security and status are not affected and provided that the extension is specified in each case, international agreements and arrangements entered by the Federal Republic of Germany may be extended to the Western Sectors of Berlin in accordance with established procedures. For its part, the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, in a communication to the Governments of the Three Powers, which is similarly an integral part (annex IV B) of the Quadripartite Agreement of 3 September 1971, affirmed that it would raise no objection to such extension.

The established procedures referred to above, which were endorsed in the Quadripartite Agreement, are designed *inter alia* to afford the authorities of the Three Powers the opportunity to ensure that international agreements and arrangements entered into by the Federal Republic of Germany which are to be extended to the Western Sectors of Berlin continue in full force and that matters of security and status are not affected.

When authorizing the extension of the above-mentioned Convention to the Western Sectors of Berlin, the authorities of the Three Powers took such steps as were necessary to ensure that matters of security and status were not affected. Accordingly, the validity of the Berlin declaration made by the Federal Republic of Germany in accordance with established procedures is unaffected and the application of the Convention to the western Sectors of Berlin continues in full force and effect, subject to Allied rights, responsibilities and legislation."

Subsequently, on 12 August 1982, the following communication was received by the Secretary-General of the United Nations from the Government of the Federal Republic of Germany:

(Continued on page 280)

(Suite de la note 1 de la page 278)

sécurité et de statut. La Convention citée appartient précisément à ce genre d'accords.

Dans la Convention de 1979 figurent des dispositions relatives à la création d'une juridiction pénale pour les délits de prise d'otages perpétrés sur le territoire des Etats parties à la Convention ou à bord des navires ou des aéronefs immatriculés dans lesdits Etats, ainsi que des dispositions concernant l'extradition des auteurs des délits et l'action pénale à engager contre ces derniers. La Convention concerne donc des droits et des obligations souverains, que les Etats ne peuvent exercer ou remplir sur un territoire ne se trouvant pas sous leur juridiction.

Compte tenu de ce qui précède, l'Union soviétique considère que la déclaration faite par la République fédérale d'Allemagne sur l'extension à Berlin-Ouest de la Convention internationale contre la prise d'otages est illégale et n'a aucune valeur juridique.

Par la suite, le 4 juin 1982, le Secrétaire général des Nations Unies a reçu à cet égard les communications suivantes de la part des Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

"... Dans une communication au Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques qui fait partie intégrante (annexe IV A) de l'Accord quadripartite du 3 septembre 1971, les Gouvernements des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni confirmaient que, sous réserve que les questions de sécurité et de statut n'en soient pas affectées et sous réserve que l'extension soit précisée dans chaque cas, les accords et arrangements internationaux auxquels la République fédérale d'Allemagne devient partie pourraient être étendus aux secteurs occidentaux de Berlin conformément aux procédures établies. Pour sa part, le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, dans une communication adressée aux Gouvernements américain, français et britannique, qui fait également partie intégrante (annexe IV B) de l'Accord quadripartite du 3 septembre 1971, affirmait qu'il n'élèverait pas d'objection à de telles extensions.

Les procédures établies ci-dessus mentionnées, qui ont été sanctionnées dans l'Accord quadripartite, sont destinées, entre autres choses, à donner aux autorités des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni le moyen de s'assurer que les accords et arrangements internationaux auxquels la République fédérale d'Allemagne devient partie et qui doivent être étendus aux secteurs occidentaux de Berlin le soient de manière à ne pas affecter les questions de sécurité et de statut.

En autorisant l'extension aux secteurs occidentaux de Berlin de la Convention mentionnée ci-dessus, les autorités américaines, françaises et britanniques ont pris les mesures nécessaires pour assurer que les questions de sécurité et de statut ne soient pas affectées. En conséquence, la validité de la déclaration sur Berlin faite par la République fédérale d'Allemagne en conformité avec les procédures établies n'est pas affectée, et ladite Convention continue de s'appliquer pleinement aux secteurs occidentaux de Berlin, sous réserve du respect des droits, des responsabilités et de la législation des Alliés. »

Par la suite, le 12 août 1982, la communication suivante a été reçue par le Secrétaire général des Nations Unies de la part du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne :

(Suite à la page 280)

---

*(Footnote 1 continued from page 278)*

“By their note of 28 May 1982 [. . .] the Governments of France, the United Kingdom and the United States answered the assertions made in the communication referred to above. The Government of the Federal Republic of Germany, on the basis of the legal situation set out in the note of the Three Powers, wishes to confirm that the application in Berlin (West) of the above-mentioned Convention extended by it under the established procedures continues in full force and effect, subject to Allied rights, responsibilities and legislation.

The Government of the Federal Republic of Germany wishes to point out that the absence of a response to further communications of a similar nature should not be taken to imply any change of its position in this matter.”

---

*(Suite de la note 1 de la page 278)*

[TRANSLATION — TRANSLATION]

Par leur note du 28 mai 1982, [. . .] les Gouvernements de la France, du Royaume-Uni et des Etats-Unis ont répondu aux affirmations contenues dans les communications mentionnées plus haut. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, sur la base de la situation juridique décrite dans la note des trois Puissances, tient à confirmer que les instruments susmentionnés, dont il a étendu l'application à Berlin-Ouest conformément aux procédures établies, continuent d'y être pleinement en vigueur, sous réserve des droits, responsabilités et lois des Gouvernements alliés.

Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne tient à souligner que le fait qu'il ne réponde pas à d'autres communications du même genre n'implique nullement que sa position à ce sujet s'est modifiée.